

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1911.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1911 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Les crédits alloués pour l'exercice 1910 se sont élevés à 35,208,617 francs; ceux demandés pour 1911 montent à 35,787,543 francs. Il y a donc une augmentation de 578,926 francs.

Comme d'habitude, ce sont les dépenses ordinaires qui recueillent la plus forte part de cette augmentation : 501.463 francs; tandis que les dépenses exceptionnelles ne croissent que de 77,461 francs.

Nous renvoyons, pour le développement et la justification des diverses augmentations, à la note qui précède le projet de Budget.

VOTE DU BUDGET DANS LES SECTIONS.

La 1^{re} section a rejeté le budget par 12 voix contre 8.

La 2^e section l'a adopté par 12 voix contre 11.

La 3^e section l'a adopté par 13 voix contre 7.

La 4^e section l'a adopté par 12 voix contre 7.

La 5^e section l'a rejeté par 12 voix contre 11.

La 6^e section l'a adopté par 12 voix contre 10.

Le projet a donc eu la majorité dans quatre sections sur six, et dans l'ensemble des sections, il a été adopté par 70 voix contre 59.

DISCUSSION EN SECTION CENTRALE.

La section centrale ne s'est réunie qu'une fois et n'a discuté le budget que d'une façon sommaire.

Si l'on se réfère aux procès-verbaux des sections, les membres de celles-ci

(1) Budget, n° 4^{vi}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Destrée, Colaert, Carton de Wiart, Delbeke, Berloz, De Meester.

n'ont présenté, non plus, qu'un nombre restreint d'observations. Nous les examinerons sous les divers chapitres du budget; mais, pour nous conformer à un désir, récemment exprimé à la Chambre, nous ne nous étendrons pas sur les objets traités par les sections et que la section centrale a examinés brièvement. S'il est vrai que, en matière législative ordinaire, l'avis du rapporteur de la section centrale, organe de cette section et souvent spécialiste en la matière en discussion, peut avoir une certaine influence sur les délibérations de la Chambre et dans l'interprétation des dispositions légales, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un projet de budget, où, en général, il n'est question que de prévisions de dépenses à faire en exécution des lois. D'autre part, la longue discussion du budget pour l'exercice 1910, à laquelle fut jointe l'interpellation sur la politique scolaire du Gouvernement, donne lieu de croire que le budget actuel n'entrera pas dans la catégorie de ceux que la Chambre a l'intention d'examiner d'une façon approfondie, dans le cours de la présente session; d'autant plus qu'elle sera appelée à discuter le projet de loi, modifiant la loi organique de l'enseignement primaire, que le Gouvernement vient de déposer, et que, à cette occasion, la plupart des questions qui concernent l'enseignement primaire, de loin les plus nombreuses, seront sans doute passées en revue.

*
* *

Le chapitre I^{er}, relatif à l'*Administration centrale*, n'a donné lieu à aucune discussion.

Au chapitre II, *Pensions et secours*, un membre d'une des sections a demandé que la loi de 1884, réglant l'intervention de l'État dans les pensions de veuves, soit révisée. Il n'a pas dit dans quel sens la revision devrait se faire d'après lui.

Au chapitre III, *Sciences et lettres*, un membre, se faisant l'organe de sa section, insiste pour que les subsides, destinés à encourager les Lettres, fussent partagés, par parts égales, entre les auteurs de littérature française et ceux d'expression flamande.

La section centrale a émis, à ce sujet un avis favorable, estimant que le vœu serait mieux réalisable en pratique, si l'on n'accordait les subsides qu'aux ouvrages primés. Le même membre demande que toutes les revues reçoivent le même nombre de souscriptions. Nous ne pouvons qu'adresser cette demande à M. le Ministre des Sciences et des Arts, dans l'ignorance où nous sommes de ce qui se pratique au Département.

Le chapitre IV, *Enseignement supérieur*, n'a pas été discuté.

Au chapitre V, *Enseignement moyen*, aucune observation.

Le chapitre VI, relatif à l'*Enseignement primaire*, a soulevé, comme toujours, des critiques, tant en section centrale que dans plusieurs sections. Nous résumons :

1^o Comment a été distribué le million destiné aux écoles non adoptées, mais réunissant les conditions légales d'adoption? M. le Ministre des Sciences et des Arts s'en est expliqué et s'en expliquera encore sans doute au besoin, dans la discussion de son budget. Dans cette distribution, il s'est conformé à

l'intention du législateur, et à ses propres explications, données au moment du vote du crédit.

2° On a insisté sur l'utilité qu'il y aurait à créer un ou des musées scolaires. En réponse à cette observation il a été signalé, par un membre de la troisième section, que le Gouvernement a supprimé les subsides aux musées des écoles. La section centrale signale la question à la bienveillante attention de M. le Ministre des Sciences et des Arts, tout en faisant observer que *le musée scolaire national* reçoit deux subsides : le premier, de 9,200 francs, destiné au personnel et aux traitements et indemnités, le second, de 4,500 francs, pour le matériel, frais d'administration, expositions pédagogiques en Belgique et à l'étranger.

3° On s'est plaint, dans plusieurs sections, de ce que les crédits votés pour la construction, l'ameublement d'écoles, etc., ne soient pas accordés ou liquidés. On a prétendu aussi que la dépense exceptionnelle d'un million, de l'article 110, jointe au crédit ordinaire de l'article 67 du budget, est insuffisante. M. le Ministre des Sciences et des Arts, présent à la réunion de la 3^e section, a répondu, dit le procès-verbal, qu'il solliciterait un crédit supplémentaire qui permettra, espérons-le, de faire face à tous les engagements déjà pris et aux propositions nouvelles qui se trouveraient justifiées.

4° A propos du crédit de 50,000 francs, voté l'an dernier, en faveur des inspecteurs cantonaux, on a demandé si l'augmentation de leurs traitements a réalisé les promesses faites en 1907 par M. de Trooz. Ce crédit, on se le rappelle, n'était pas limitatif; le Gouvernement aura donc pu donner satisfaction à ces fonctionnaires.

5° Un membre d'une des sections a insisté, comme les années précédentes, afin que le Gouvernement inscrivit au Budget une somme de 20,000 francs pour propager l'enseignement du flamanden pays wallon. Dans son rapport sur le budget de 1910, la section centrale a donné son approbation à cette demande (1). Elle croit encore devoir l'approuver. Mais un membre de la section centrale a fait observer qu'il a reçu de l'*Association flamande pour la vulgarisation de la langue française* une demande d'inscription d'un subside d'égale importance, destiné à permettre au Gouvernement de favoriser la diffusion de l'enseignement du français en pays flamand. Un membre de la section centrale estime que cette dernière demande n'est pas fondée, l'enseignement du français n'étant point négligé dans les écoles flamandes. La majorité ne partage pas cette opinion; elle adopte par analogie, les raisons que nous avons fait valoir, l'an dernier, en faveur de la première demande. Nous signalons l'un et l'autre vœu à M. le Ministre des Sciences et des Arts.

6° On a discuté le barème des traitements des instituteurs. Nous nous bornerons, à raison des considérations faites plus haut, à constater que le projet de loi scolaire améliore considérablement la situation des instituteurs et sous-instituteurs. C'est, à notre avis, la reconnaissance de droits basés sur la justice et l'équité.

(1) Voir rapport de M. Colaert, séance du 9 février 1910, page 9.

BEAUX-ARTS.

Dans notre rapport sur le budget pour l'exercice 1910, nous avons signalé, en annexe, les observations faites par l'honorable M. Destrée, au sujet des augmentations périodiques des traitements du personnel des divers musées. Antérieurement déjà, d'autres membres de la Chambre s'étaient occupés de cette question et l'avaient signalée au Gouvernement. Celui-ci a répondu aux questions de l'honorable M. Destrée et promis des renseignements complémentaires, lors de la discussion du budget. La question n'a guère été discutée à la Chambre en 1910, et, partant, l'étude n'en a pas été complète. Nous insistons encore, à la demande de plusieurs membres de la section centrale, pour que le Gouvernement prenne en considération la demande qui lui a été faite, entre autres, par l'honorable M. Destrée.

Des membres de la section centrale désirent connaître les comptes de l'Exposition d'art ancien. Comment est-on parvenu à équilibrer les recettes et les dépenses? Quelle est l'importance des achats d'œuvres modernes à l'Exposition des Beaux-Arts?

A propos de l'Exposition de Charleroi, un membre a signalé qu'il y aura une section des Beaux-Arts, où seront exposées les œuvres de maîtres de la Wallonie. Il a demandé, à cet effet, un crédit spécial. M. le Ministre des Sciences et des Arts a répondu que le Gouvernement s'efforcera de procurer au Comité toutes les œuvres qu'il demanderait et les fera transporter.

On signale encore que la Commission de l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers a proposé d'établir un barème rationnel en faveur du corps professoral. L'administration communale est acquise à cette réforme. On prie le Gouvernement de donner suite au projet de réforme.

On demande que les membres de la Chambre soient mis en possession des documents émanant de l'Académie flamande, aussi bien que de ceux de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts.

On exprime enfin le vœu de voir les écoles de métiers d'art — telle l'École Saint-Luc — obtenir gratuitement les ouvrages, notamment ceux qui s'occupent de l'enseignement des métiers d'art.

La section centrale se rallie à ce vœu.

L'ensemble du Budget, mis aux voix, a été adopté par 5 voix contre 2; et le rapport à l'unanimité.

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

E. NERINCX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1911.

Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1911. (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

De kredieten, toegestaan voor het dienstjaar 1910,	
beliepen	fr. 35,208,617 »
Voor 1911 wordt aangevraagd	35,787,545 »
De verhooging bedraagt dus	fr. 578,926 »

Zooals het doorgaans geschiedt, komt deze verhooging grootendeels ten goede aan den gewonen dienst : 501,465 frank, terwijl de uitzonderlijke uitgaven vermeederen met slechts 77,461 frank.

Wat aangaat de toelichting en de rechtvaardiging van de verschillende verhoogingen, verwijzen wij naar de nota welke aan het ontwerp der Begrooting voorafgaat.

STEMMING OVER DE BEGROOTING IN DE AFDEELINGEN.

De 1^{ste} afdeeling verwierp de begrooting met 12 stemmen tegen 8.

De 2^{de} afdeeling keurde ze goed met 12 stemmen tegen 11.

De 3^{de} afdeeling keurde ze goed met 15 stemmen tegen 7.

De 4^{de} afdeeling keurde ze goed met 12 stemmen tegen 7.

De 5^{de} afdeeling verwierp ze met 12 stemmen tegen 11.

De 6^{de} afdeeling keurde ze goed met 12 stemmen tegen 10.

Het ontwerp werd bijgevolg door de meerderheid aangenomen in vier van de zes afdeelingen en, in al de afdeelingen te zamen genomen, werd het goedgekeurd met 70 stemmen tegen 59.

(1) Begrooting, n^r 4, VII.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den Heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren Destrée, Colaert, Carton de Wiart, Delbeke, Berloz, De Meester.

BEHANDELING IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling vergaderde slechts éénmaal en de behandeling der Begrooting was er zeer kort.

Wanneer men de verslagen van de afdeelingen nagaat, stelt men vast dat hare leden eveneens maar weinige opmerkingen in 't midden brachten. Wij zullen deze opmerkingen bij de verschillende hoofdstukken der Begrooting onderzoeken; doch, om gevolg te geven aan eenen onlangs in de Kamer uitgebrachten wensch, zullen wij niet uitweiden over de in de afdeelingen behandelde zaken, die de Middenafdeeling kortbondig heeft onderzocht. Is het waar dat, bij het behandelen van gewone wetten, het gevoelen van den verslaggever der Middenafdeeling, optredende als woordvoerder van deze afdeeling en niet zelden een vakman in de behandelde zaak, een zekeren invloed hebben kan op de debatten der Kamer en bij het verklaren van de wetsbepalingen, dan toch is dit niet meer zóó, wanneer het geldt een ontwerp van Begrooting waarin, over 't algemeen, slechts sprake is van vermoedelijke uitgaven ter uitvoering van de wetten. Anderzijds, uit hoofde van de langdurige debatten over de Begrooting voor het dienstjaar 1910, waarbij de interpellatie over de onderwijspolitiek der Regeering werd behandeld, mag men terecht meenen dat de huidige Begrooting door de Kamer niet zal gerangschikt worden onder die, welke zij van plan is grondig te behandelen in den loop van dit zittingsjaar, te meer daar zij zal moeten beraadslagen over het ontwerp van wet tot wijziging van de organieke wet op het lager onderwijs, dat de Regeering pas heeft ingediend, en daar, naar aanleiding daarvan, de meeste vraagstukken betreffende het lager onderwijs — deze zijn verreweg de talrijkste — ongetwijfeld te berde zullen komen.

*
* *
*

Het eerste hoofdstuk, betreffende het *Hoofdbestuur*, gaf geen aanleiding tot bespreking.

Bij hoofdstuk II, *Pensioenen en Hulpelden*, vroeg een lid van eene der afdeelingen dat men de wet van 1884, waarbij de bijdrage van den Staat in de pensioenen voor weduwen wordt geregeld, zou herzien; hij zegde echter niet in welken zin, volgens hem, die wet zou moeten herzien worden.

Bij hoofdstuk III, *Wetenschappen en letteren*, was een lid de tolk zijner afdeeling om aan te dringen opdat de toelagen tot bevordering der Letteren bij gelijke deelen zouden worden verdeeld onder de Fransche en de Vlaamsche letterkundigen.

De Middenafdeeling bracht daarover een gunstig advies uit: zij was van meening dat men aan dezen wensch op meer practische wijze gevolg zou kunnen geven, zoo men de toelagen alleen aan de geprinte werken verleende. Hetzelfde lid vraagt dat al de tijdschriften door een gelijk getal inschrijvingen zouden worden gesteund. Wij weten niet hoe men in het Departement te werk gaat; daarom kunnen wij slechts dezen wensch overmaken aan den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten.

Het hoofdstuk IV, *Hooger onderwijs*, werd niet behandeld.

Bij hoofdstuk V, *Middelbaar onderwijs*, werden geen aanmerkingen in 't midden gebracht.

Het hoofdstuk VI, betreffende het *Lager onderwijs*, gaf, zooals altijd, aanleiding tot bezwaren, zoowel in de Middenafdeeling als in verscheidene afdeelingen. Wij vatten ze beknopt samen :

1^o Op welke wijze verdeelde men het millioen, bestemd voor de scholen die niet aangenomen werden, doch aan de wettelijke vereischen tot aanneming voldoen? De heer Minister van Wetenschappen en Kunsten gaf hieromtrent uitleggingen en zal, zoo het noodig is, er ongetwijfeld nog geven bij de behandeling zijner begrooting. Bij bedoelde verdeling schikte hij zich naar het inzicht van den wetgever en naar de verklaringen, die hij zelf uiteenzette toen het krediet werd toegestaan.

2^o Men drong aan op het nut dat het oprichten van een of meer school-museums zou opleveren. Ter beantwoording werd door een lid van de derde afdeeling gewezen op het feit, dat de Regeering de toelagen voor de school-museums heeft afgeschaft. De Middenafdeeling vestigt de welwillende aandacht van den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten op deze zaak; tevens merkt zij aan, dat het *Nationaal Schoolmuseum* twee toelagen ontvangt : eene eerste, bedragende 9,200 frank en bestemd voor het personeel, alsmede voor de jaarwedden en vergoedingen; eene tweede, van 4,300 frank, voor het materieel, de kosten van beheer en de tentoonstellingen van opvoedkunde in België en in het buitenland.

3^o In verscheidene afdeelingen werd er over geklaagd, dat de kredieten, toegestaan voor het bouwen, het meubileren van scholen, enz., niet verleend of uitbetaald worden. Men beweerde ook dat de uitzonderlijke uitgave van een millioen (artikel 110), gevoegd bij het gewoon krediet (artikel 67 der begrooting), ontoereikend is. De heer Minister van Wetenschappen en Kunsten, die de vergadering der 5^e afdeeling bijwoonde, antwoordde — zoo luidt het verslag — dat hij een bijkrediet zou vragen ten einde, laat het ons hopen, gevolg te kunnen geven aan al de reeds genomen verbintenissen en aan de nieuwe voorstellen die gegrond mochten bevonden worden.

4^o Naar aanleiding van het krediet van 30,000 frank, dat verleden jaar werd toegestaan ten bate van de kantonale opzieners, werd gevraagd of de verhooging van hunne jaarwedden beantwoordde aan de beloften, in 1907 gedaan door den heer de Trooz. Men herinnert zich dat dit krediet niet beperkend was; de Regeering kon dus aan deze beambten voldoening geven.

5^o Evenals de vorige jaren, drong een lid van eene der afdeelingen er op aan, opdat de Regeering op de Begrooting eene som van 20,000 frank zou uittrekken ten einde het onderwijs van het Vlaamsch in het Walenland te verspreiden. In haar verslag over de Begrooting voor 1910, hechtte de Middenafdeeling hare goedkeuring aan deze vraag (1), en zij doet zulks heden nog. Doch een lid der Middenafdeeling merkt aan, dat hij vanwege de *Association flamande pour la vulgarisation de la langue française* eene aan-

(1) Zie het verslag van den heer Colaert, vergadering van 9 Februari 1910, blz. 9.

vraag ontving, strekkende tot het bekomen van eene toelage van gelijk bedrag, waardoor de Regeering het verspreiden van het onderwijs der Fransche taal in het Vlaamsche land zou kunnen bevorderen. Een lid der Middenafdeeling is van oordeel dat deze laatste aanvraag niet is gegrond, aangezien het onderwijs van de Fransche taal in de Vlaamsche scholen niet wordt verwaarloosd. De meerderheid deelt in deze meening niet; bij analogie neemt zij de redenen aan, die wij, verleden jaar, ten gunste van de eerste aanvraag deden gelden. Op beide wenschen vestigen wij de aandacht van den heer Minister van Wetenschappen en Kunsten.

6^o Men handelde over den loonstandaard van de onderwijzers. Om de reeds aangegeven beweegredenen bepalen wij er ons bij, vast te stellen dat het ontwerp van schoolwet den toestand van de onderwijzers en van de hulponderwijzers aanzienlijk verbetert. Wij beschouwen het als de erkenning van de rechten, gegrond op rechtvaardigheid en billijkheid.

SCHOONE KUNSTEN.

In ons verslag over de begrooting voor het dienstjaar 1910 wezen wij, in de bijlage, op de aanmerkingen van den achtbaren heer Destrée betreffende de geregelde verhoogingen van jaarwedden van het personeel der onderscheidene museums. Vroeger reeds hielden andere leden der Kamer zich met deze zaak bezig en vestigden daarop de aandacht van de Regeering. Deze antwoordde op de vragen van den achtbaren heer Destrée en beloofde nadere inlichtingen te geven bij de behandeling der begrooting. In 1910 werd die zaak weinig behandeld in de Kamer; bijgevolg werd zij niet volledig onderzocht. Namens verscheidene leden van de Middenafdeeling dringen wij nogmaals aan, opdat de Regeering de aanvraag, welke tot haar werd gericht, met name door den achtbaren heer Destrée, in aanmerking zou nemen.

Sommige leden van de Middenafdeeling verlangen kennis te krijgen van de rekeningen der Tentoonstelling van Oude kunst. Hoe is men er in geslaagd, de uitgaven te dekken door de ontvangsten? Hoe hoog beliep het bedrag der aankopen van moderne kunstwerken op de jongste Kunsttentoonstelling?

Betreffende de Tentoonstelling te Charleroi merkte een lid aan, dat er aldaar eene afdeeling van Schoone Kunsten zijn zal, waarin de werken van meesters uit het Walenland zullen tentoongesteld worden. Daartoe vroeg hij een bijzonder krediet. De heer Minister van Wetenschappen en Kunsten antwoordde, dat de Regeering zal trachten aan het Comité te verschaffen al de werken, die het zal aanvragen, en deze ter plaatse zal doen aanbrengen.

Men wijst er ook op, dat de Commissie der Academie van Schoone Kunsten te Antwerpen heeft voorgesteld, een behoorlijken loonstandaard in te voeren ten bate van het leeraarskorps. Het gemeentebestuur is voor deze hervorming gewonnen. Men verzoekt de Regeering, aan het ontwerp van hervorming gevolg te willen geven.

Men vraagt dat de leden van de Kamer in bezit worden gesteld zoowel van de uitgaven, uitgaande van de Vlaamsche Academie, als van die der Koninklijke Academie van wetenschappen, letteren en schoone kunsten.

Ten slotte, brengt men den wensch uit, dat de scholen voor kunstambachten — zooals de Sint—Lucasschool — de werken, inzonderheid die welke handelen over het onderwijs van de kunstambachten, kosteloos zouden bekomen.

De Middenafdeeling sluit zich bij dezen wensch aan.

Bij het stemmen over de geheele Begrooting werd deze aangenomen met vijf stemmen tegen twee ; het verslag werd met algemeene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

